

Religion et politique dans les transitions que connaissent les pays arabes

BARAH MIKAÏL, PHD*

Les partis islamistes, exclus de la vie politique pendant l'essentiel de la décennie écoulée, sont aujourd'hui propulsés au premier plan de la politique arabe. Les victoires électorales d'Ennahda en Tunisie et des Frères musulmans en Égypte donnent à penser que l'avenir de la vie politique arabe sera dominé par des décideurs dont les programmes politiques sont de nature confessionnelle. Toutefois, le rôle que la religion devrait jouer dans les nouveaux ordres politiques en Tunisie, en Égypte et en Libye, ainsi que la façon dont ce rôle pourrait être formulé en droit et en pratique, continuent de donner lieu à controverses et débats.

Le rôle de la religion dans la politique arabe sera déterminé par les populations de la région. Les partis et mouvements religieux ne peuvent être exclus du processus politique. Les succès électoraux des mouvements confessionnels peuvent toutefois exacerber les tensions sociales. Les résultats des élections récentes semblent indiquer qu'une stricte laïcité ne représentera pas dans le proche avenir une option pour les nouveaux états arabes. Il reste à savoir quelle formule de politique confessionnelle, entre une théocratie de type iranien et la laïcité à inflexion religieuse sur le modèle turc, les démocraties naissantes adopteront.

* L'auteur est directeur de recherches au *Fundación para las Relaciones Internacionales y El Dialogo Exterior* (FRIDE), un *think tank* sur l'action à l'échelle mondiale basé à Madrid qui produit une analyse des principaux débats portant sur les relations internationales. Il est un spécialiste de la géopolitique de l'eau et l'un des participants à un projet consacré à l'étude de la politique, de la religion et de leurs interactions dans les conflits contemporains. Avant de devenir membre de FRIDE, le docteur Mikail dirigea le programme de maîtrise de relations internationales, ainsi que tous les séminaires consacrés au Moyen Orient, à l'Afrique du Nord et à la géopolitique de l'eau, à l'Institut supérieur d'études des relations internationales et stratégiques à Paris (2002-2010). Il travailla au Secrétariat Général pour l'Administration (Ministère français de la Défense) et dirigea entre 2005 et 2007 le programme consacré aux questions relatives à l'eau au Collège Interarmées de Défense de Paris. Le docteur Mikail est également maître de conférences à l'Institut des études européennes de l'Université Paris-VIII. Il est membre du comité de rédaction des revues universitaires françaises *Revue internationale et stratégique* (RIS) et *Confluences Méditerranée*. Il est titulaire d'un doctorat en science politique de l'Université Paris-VIII Saint Denis, d'une maîtrise de coopération internationale et de civilisations arabes et islamiques de l'Université Marc Bloch.

Cet article apparaissait auparavant comme MIKAÏL, Barah, « Religion and Politics in Arab Transitions », Policy Brief no. 116, Madrid : FRIDE, février 2012. Reproduit avec l'autorisation de FRIDE.

La démarcation entre religion et ethnicité, culture et tradition, n'est pas toujours bien définie. Il est toutefois important de distinguer entre les religions, telles que l'Islam et le Christianisme, et les idéologies politiques à base confessionnelle, telles que l'Islamisme et le Christianisme intégriste. Alors que la religion est une question d'identité personnelle, les idéologies servent des intérêts politiques. La présente note politique examine le rôle de la religion et de l'idéologie confessionnelle dans les transitions que connaissent les pays arabes. Elle s'efforce également de tirer quelques enseignements basés sur l'expérience d'autres pays et régions quant aux différents rôles que peut jouer la religion dans une société en route vers la démocratie.

Le rôle de la religion dans les transitions que connaissent l'Afrique du Nord

Bien avant le « Printemps arabe », la religion fut reconnue comme une force essentielle dans la vie politique arabe. Les résultats des élections de 2011 confirment que les élections (relativement) libres qui se déroulèrent dans le monde arabe font apparaître un solide soutien populaire de l'Islam politique, comme on l'avait déjà vu en Algérie en 1990, en Égypte en 2005 et dans les territoires palestiniens en 2006.

En 2011, de nouveaux partis islamistes apparurent et d'autres, déjà solidement établis, consolidèrent leurs positions. En Tunisie, Ennahda remporta le plus grand nombre de sièges au parlement. En Égypte, les Frères musulmans et plusieurs partis salafistes capturèrent ensemble les deux tiers des sièges à l'Assemblée législative. Le rôle des forces islamistes au Yémen reste incertain mais l'influence qu'elles exercent en Libye est évidente. En Jordanie et au Maroc, les acteurs politiques islamistes jouent un rôle de plus en plus important. La victoire du Parti de la Justice et du Développement (PJD) lors des élections marocaines de 2011 conduisit à la nomination pour la première fois dans le pays d'un premier ministre islamiste.

Le fait que le monde arabe soit en majorité musulman ne signifie pas qu'il doive automatiquement adopter la règle islamiste ou rejeter la laïcité. Les Islamistes tirent avantage de leur exclusion et/ou persécution par les gouvernants déposés. La recherche de solutions de rechange solides pour remplacer l'ancien régime a encouragé les populations à soutenir les partis confessionnels. Leurs antécédents d'opposition aux régimes autoritaires récemment renversés et de persécution par ceux-ci ont conféré aux mouvements islamistes une crédibilité et une légitimité qu'ils utilisèrent avec une grande efficacité pendant leurs campagnes électorales. Pendant ce temps, il se peut que les partis libéraux et laïques aient perdu du terrain pour ne pas s'être opposés d'une façon suffisamment vigoureuse aux anciens gouvernants.

Pendant des décennies, les dirigeants du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord (MOAN) contrôlèrent la sphère religieuse dans leurs pays, soit en influençant les dirigeants religieux, comme ce fut le cas pour l'université el-Azhar en Égypte et les

Muftis en Arabie saoudite et en Syrie, soit par une ingérence directe, comme en Irak sous Saddam Hussein, ainsi qu'en Jordanie, en Algérie, au Maroc et en Libye. Toutefois, les efforts visant à éliminer les partis politiques à base confessionnelle et l'instrumentalisation de la religion ne diminuèrent pas la popularité de cette dernière. Elle devint dans l'imagination du public le signe particulier des mouvements qui défiaient les gouvernements autoritaires, par lesquels ils étaient persécutés à cause de la crainte qu'ils leur inspiraient. L'attitude de défi de ces groupes religieux leur apporta une popularité qui fut renforcée par leurs activités caritatives et sociales. Les Islamistes présentaient leurs activités caritatives comme étant destinées à combler les lacunes créées par la négligence du gouvernement. Pour eux, cela prouvait que les mouvements religieux étaient les mieux à même de soulager les maux sociaux et économiques, comme l'exprimait le slogan des Frères musulmans « *Al-Islam Houa al-Hall* » (L'Islam est la solution). C'est ainsi que, lorsque le Printemps arabe commença à s'étendre à toute la région, les partis islamistes purent faire valoir qu'ils représentaient les seules solutions de rechange pour remplacer le pouvoir autoritaire. Cette image, combinée à un accès à des fonds étrangers, dont l'origine était principalement au Qatar et en Arabie saoudite, conféra aux Islamistes un avantage certain lors des élections qui s'ensuivirent.

L'actuelle dynamique islamiste ne signifie pas nécessairement que les préceptes religieux soient prêts à dominer le monde arabe. En Tunisie, en Égypte et en Libye, les tensions entre acteurs laïques et islamistes continuent d'exister. Nombre de laïques et de libéraux mettent en doute l'engagement démocratique des Islamistes, alors que les partis se réclamant de ce courant continuent de s'efforcer de rassurer leurs adversaires intérieurs et la communauté internationale quant à leur légitimité démocratique. En Tunisie, Ennahda insiste sur un rôle fondamental que les règles religieuses doivent jouer dans le pays, alors même que les partis laïques rejettent cette direction. Les débats parlementaires sur la future constitution tunisienne doivent toutefois commencer avant la résolution des problèmes qui se posent concrètement. En Égypte également, des efforts d'élaboration d'un nouveau cadre de gouvernance sont en cours. Les Frères musulmans contrôlent les commissions parlementaires compétentes dans le domaine des affaires extérieures (diplomatie, défense et énergie) et les Salafistes sont à la tête des commissions traitant de l'économie, de l'enseignement et des affaires religieuses. Cela suggère que l'Égypte évoluera très probablement vers des règles plus conservatrices et une islamisation de la vie sociale. En Libye, le Conseil national de transition (CNT) a insisté dès le début sur l'importance de la *chari'a* pour le pays, ce qui pourrait donner une certaine indication de l'influence qu'exerceront probablement les Islamistes sur l'avenir de la Libye.

La rédaction d'une nouvelle constitution donne aux nouveaux députés la chance de déterminer le degré auquel la religion affectera les futures structures politiques, juridiques et sociales du pays. Les nouvelles dispositions devront être conformes au

droit international, ainsi que tenir compte des règles de l'islam. Cela devrait permettre de rompre avec l'ancienne législation autoritaire tout en garantissant, autant qu'il le sera démocratiquement possible, le respect des valeurs islamiques. La réalisation d'un tel équilibre sera très difficile. Même sous les anciens régimes théoriquement laïques, certaines questions sociales telles que, par exemple, celles qui concernent le droit de succession, la polygamie, le code de la famille et les droits des minorités, étaient traitées sur la base des règles de l'islam, ce qui avait des implications particulières pour les droits de la femme. Dans les débats actuels, parmi les questions les plus controversées figurent le droit de vendre et de consommer des boissons alcoolisées, le port du voile par les femmes, la suspension des activités aux heures de prière, l'instruction religieuse et le respect de la liberté de conscience.

Les partenaires occidentaux considèrent généralement une stricte séparation de l'état et de la religion comme une condition *sine qua non* à l'établissement d'un système politique démocratique. Cette vision n'est toutefois pas viable dans le contexte de la région MOAN, où la religion ne peut pour l'instant être exclue du domaine public. Le fossé entre les acteurs politiques confessionnels et laïques au Moyen Orient est une illusion. Les partis progressistes et théoriquement laïques ne s'isolent pas des croyances religieuses. Toute tentative d'exclure définitivement la religion de la vie publique et politique se heurterait à une levée de boucliers dans l'opinion publique. La laïcité n'est pas non plus obligatoirement souhaitable pour la région, dans la mesure où la religion peut agir comme une puissante force de cohésion nationale, par exemple en offrant un terrain d'entente entre conservateurs et libéraux. Cela est dû en partie au fait que, selon la foi islamique, l'appartenance à la communauté islamique (*Oumma*) transcende tout lien avec un état-nation.

Religion et transition : expériences internationales

Les expériences internationales du passé permettent de tirer certains enseignements sur la façon d'établir un équilibre entre la règle de droit démocratique d'une part, les normes et traditions religieuses d'autre part. Elles peuvent également mettre, dans une certaine mesure, en lumière les écueils sous-jacents de ce processus. Tirer des conclusions des processus de transition du passé présente toutefois des risques, dans la mesure où les pays en transition voient rarement se dérouler des processus totalement comparables. Ainsi, bien qu'il soit possible d'identifier certains points communs, il est important d'être conscient de la spécificité de chaque pays individuel.

La transition vers la démocratie conduit souvent à la modernisation mais cette dernière n'a pas à passer par la laïcisation.

Dans l'ancienne Yougoslavie, l'exclusion de la religion du monde politique ne conduisit pas les citoyens à abandonner leurs opinions politiques fondées sur la reli-

gion. Lorsque la République socialiste de Yougoslavie se désintégra, des communautés qui coexistaient auparavant trouvèrent dans la religion un marqueur commun pour alimenter leur animosité mutuelle. En Bosnie-Herzégovine, les Croates furent automatiquement identifiés comme catholiques, les orthodoxes comme Serbes et les Musulmans comme Bosniaques. L'Indonésie, la Malaisie et Singapour passèrent tous par des processus de transition sans exclure totalement la religion du monde politique. En Turquie, malgré l'orientation laïque d'Atatürk, l'Islam reste un solide point de référence pour la population comme pour le parti AK au pouvoir.

Le degré de religiosité d'une société influencera le rôle que la religion joue dans une transition mais un rôle important de la religion n'entrave pas nécessairement la consolidation d'un ordre démocratique.

Les régimes autoritaires abolirent les tendances idéologiques inspirées par la religion mais une démocratie saine doit compter avec un large éventail d'opinions. En Indonésie, la période de l'après-Suharto a depuis 1998 permis une plus grande tolérance des croyances religieuses, y compris dans la vie politique, même si la situation demeure fragile par suite d'un recours régulier à la violence et de la marginalisation de certaines communautés religieuses. Toutefois, le pluralisme, bien qu'imparfait, permet aux partis politiques indonésiens de faire référence à des croyances religieuses. En Afrique du Sud, les partis politiques prennent en considération les valeurs chrétiennes, *African Christian Democratic Party* (Parti démocrate chrétien africain) et musulmanes *al-Jama'ah*, pour définir leurs programmes. En Pologne, le catholicisme joue un rôle important dans la société et l'Église catholique jouit d'une popularité et d'un prestige considérables. Certains partis politiques, tels que le Mouvement catholique national et le Mouvement national populaire, se réfèrent spécifiquement aux valeurs chrétiennes. Dans certaines sociétés, la Mauritanie et le Pakistan par exemple, un haut degré de religiosité a permis à un plus grand nombre de partis à plateformes basées sur la religion d'apparaître pendant la transition. Même dans des sociétés essentiellement non pratiquantes, les partis ayant des perspectives religieuses peuvent présenter un certain attrait. C'est le cas, par exemple, du *Albanian Christian Democratic Party* (Parti chrétien démocrate albanais), du *Slovenian People's Party* (Parti populaire slovène) ou de *Christian Democratic Union in Latvia* (l'Union chrétienne démocrate lettone). De tels partis ont toutefois plus de chances de réussir dans les pays très religieux et/ou conservateurs. En Turquie, un pays politiquement laïc, il fallut attendre huit décennies pour voir un parti confessionnel prendre le pouvoir.

Les tentatives des minorités visant à réaliser des gains politiques pendant les processus de transition peuvent conduire à une ségrégation dans des communautés définies en termes religieux, y compris par voie de fragmentation territoriale, ce qui peut accroître le risque de tensions interconfessionnelles.

Le risque de ségrégation est particulièrement élevé lorsque des minorités et des communautés fondées sur la religion (comme les groupes chiites dans un environnement principalement sunnite ou les protestants dans un environnement catholique), sur la langue (comme les langues berbères et l'arabe ou le flamand et le français) ou sur l'ethnicité (les Kurdes dans un environnement arabe ou turc, ou les Tutsis parmi les Hutus). Cette situation se produit en Irak, où le processus de transition a produit depuis 2003 une séparation territoriale entre les Kurdes principalement sunnites et les Arabes sunnites et chiites. En Turquie, les Kurdes continuent de se battre pour leurs droits et ont formé leurs propres partis politiques. L'État turc continue de rejeter leur demande de reconnaissance de leur propre identité ethnique. En Irlande du Nord, des tensions persistent entre catholiques et protestants. En Afghanistan, la période chaotique de transition en cours n'as pas permis aux communautés nationales ethniques et religieuses, telles que les Hazaras chiites et les Pachtounes sunnites d'établir des perspectives partagées. Au Nigeria, une violente confrontation entre chrétiens et musulmans sunnites est courante. Plus un pays s'ouvre au pluralisme, plus il y a de chances que ses communautés s'efforcent de renforcer leurs positions, ce qui peut finir par entraîner l'animosité et une tension mutuelle. Par conséquent, pour permettre au pluralisme de réussir et éviter un conflit interconfessionnel, il est important que les pays consacrent suffisamment de temps au développement de la confiance mutuelle et prennent des mesures politiques vigoureuses pour garantir la coexistence pacifique.

Il arrive souvent que les questions religieuses soient étroitement liées à la politique de pouvoir.

Divers acteurs se servent de la religion pour renforcer leur propre pouvoir politique. Dans les années 1980 en Amérique Latine, l'Église catholique joua un rôle clé dans les passages d'un régime autoritaire à la démocratie. L'Église soutint dès le début le processus de réorganisation nationale en Argentine (1976-1983). Elle garda ses distances vis-à-vis du gouvernement Pinochet au Chili mais resta plus proche des mouvements populaires en faveur du changement en El Salvador. Les Églises nationales servirent même d'intermédiaire entre les acteurs des conflits qui se déroulèrent en Argentine, au Chili, en El Salvador et au Guatemala. En Turquie, la montée du mouvement *Gülen*, une influente confrérie islamique soufie, fait apparaître la religion comme un puissant appui pour les ambitions politiques des théologiens.

Certains gouvernements conservateurs apportent un soutien financier aux institutions religieuses afin de renforcer l'influence de leur pays grâce aux activités de prosélytisme de ces groupes. Les organisations évangéliques opérant en Amérique

Latine ont converti 30 pour cent des Guatémaltèques, 20 pour cent des Brésiliens et 10 pour cent des Vénézuéliens au Protestantisme évangélique. Un grand nombre de ces groupes reçoivent des fonds du gouvernement américain et de celui d'autres pays. L'Arabie saoudite finance des centres religieux islamiques et des mosquées dans le monde entier, comme par exemple en Argentine, en Afghanistan, au Pakistan et au Kosovo. L'Iran élargit, dit-on, son influence par le financement d'initiatives sous influence chiïte, par exemple au Sénégal, en Irak et en Afghanistan.

Le déterminisme culturel et religieux est un mythe.

La prospérité et une forte religiosité ne sont pas incompatibles et aucune religion ni croyance n'est plus favorable à une transition pacifique vers la démocratie qu'une autre. Une démocratisation authentique ne veut pas inévitablement dire le triomphe de la laïcité. De même, les théories qui considèrent l'Islam comme étant intrinsèquement incompatible avec le progrès, le pluralisme et la démocratie sont dans l'erreur. Les partis politiques qui basent leur programme sur des considérations religieuses ne sont pas hostiles à la richesse, à la prospérité, à l'économie de marché ni au libéralisme. Les démocrates chrétiens du Chili, d'Allemagne, d'Irlande, de Pologne et d'Espagne, ainsi que les partis islamiques d'Indonésie, de Malaisie et de Turquie, favorisent généralement des perspectives et une croissance économiques vigoureuses. Avec la mondialisation, les économies sont devenues de plus en plus étroitement liées et les pays ont dû minimiser l'impact des considérations religieuses sur leurs décisions politiques et économiques. Certains pays d'Europe occidentale en majorité chrétiens tels que la Grèce, le Portugal et l'Espagne, ainsi que certains pays d'Europe orientale tels que la Pologne et la République tchèque, ne connurent pas de problèmes majeurs pendant ni après leurs périodes de transition. D'autres pays européens dans lesquels la religion joue un rôle comparable tels que l'Albanie, la Bulgarie et la Roumanie rencontrèrent plus de difficultés. L'économie israélienne est performante indépendamment de considérations religieuses. Dans le monde musulman, les économies du Bangladesh, de l'Égypte et de la Tunisie éprouvent des difficultés, alors que celles de l'Indonésie et de la Malaisie sont florissantes. Au Brésil chrétien, au Japon shintoïste/bouddhiste et à Singapour en majorité musulman, la transition et le modernisme ont réussi sans lien direct avec la religion majoritaire du pays.

Conclusion

La religion a un rôle important à jouer dans la région MOAN. Les autorités et influences religieuses dominent en Tunisie et en Égypte, une situation qui pourrait se reproduire en Libye et au Yémen. Les élections au Maroc ont confirmé la montée de l'influence des dirigeants islamistes dans le pays. Il se peut que le Liban constitue une exception, même si la religion représente une référence majeure pour les 18 commu-

nautés qui y coexistent. La laïcité de type occidental n'est pas pour l'instant une option réaliste dans ces pays. L'intégration de principes religieux à un ordre authentiquement démocratique figurera parmi les principales difficultés auxquelles se heurteront ces sociétés lors des décennies à venir.

Cela ne veut toutefois pas dire que la religion restera le facteur politique dominant à long terme. Les partis religieux ont tiré avantage de leur situation de solutions sérieuses de remplacement des anciens régimes mais, en l'absence du contraste offert par les régimes autoritaires qu'ils ont remplacés, ils seront jugés sur leurs résultats. S'ils réussissent à tracer une voie meilleure pour leur pays, ils pourraient rester au pouvoir pendant de nombreuses années. Si toutefois ils échouent, ils seront tenus pour responsables. La prochaine série d'élections qui se déroulera dans les jeunes démocraties arabes constituera un bon indicateur de la longévité probable du courant politique islamiste. Le financement que la communauté internationale met à la disposition des pays en transition pourrait également déterminer la réussite des gouvernements islamistes qui arrivent actuellement au pouvoir. Il pourrait également affecter leurs politiques, suivant que la communauté internationale insiste ou non sur la conditionnalité en échange de son aide.

Les objectifs, ainsi que les influences idéologiques et politiques, de ces partis peuvent les conduire à choisir parmi un éventail de modèles politiques, depuis celui qu'on appelle le « modèle turc », où la liberté religieuse est garantie bien qu'un parti religieux soit au pouvoir, jusqu'à un modèle théocratique tel que celui de l'Iran. Cela dit, au cours des décennies qui se sont écoulées depuis la révolution iranienne, les sociétés ont considérablement évolué, comme l'a fait l'idéologie islamiste elle-même. Les appels populaires au changement se sont fondés sur des normes parmi lesquelles figure la reconnaissance du pluralisme religieux et politique. Une majorité croissante de la population de nombreux pays arabes est jeune et peu nombreux parmi ces jeunes sont ceux qui semblent désireux de fusionner politique et religion à un niveau institutionnel. Une évolution vers un modèle saoudien ou iranien est donc possible mais des structures théocratiques rigides semblent avoir peu de chances de s'imposer à long terme.

Le défi le plus urgent à relever pour la région MOAN est l'édification de nouveaux états modernes garantissant la citoyenneté et les droits de l'homme, y compris la liberté de conscience. Pour garantir le succès de cette entreprise, les nouveaux dirigeants doivent s'efforcer d'encourager des débats parlementaires transparents et honnêtes. Ils doivent également tenir compte des conseils et recommandations de la communauté internationale concernant une transition pacifique et une bonne gouvernance, le maintien de processus démocratiques libres et ouverts, ainsi que l'amélioration des conditions économiques.

Visitez notre site web

http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp